

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GPA/W/250

17 février 2003

(03-0988)

Comité des marchés publics

Original: anglais

MODIFICATIONS PROPOSÉES DE L'APPENDICE I CONCERNANT LA CORÉE

Notification de la République de Corée au titre de l'article XXIV:6 de l'AMP¹

Le Secrétariat a reçu, le 12 février 2003, la notification ci-après de la Mission permanente de la République de Corée, qui lui a demandé de la distribuer aux Parties à l'Accord sur les marchés publics.

I. INTRODUCTION

Conformément à l'article XXIV:6 de l'Accord sur les marchés publics (AMP), la République de Corée souhaite notifier au Comité des marchés publics les modifications ci-après concernant l'annexe 3 de l'Appendice I de l'AMP.

Les modifications proposées résultent des mesures de restructuration économique et de privatisation mises en œuvre actuellement par le gouvernement coréen.

II. MODIFICATIONS PROPOSÉES

Il est proposé d'apporter des modifications à la liste figurant à l'annexe 3 sous le titre "All Other Entities which Procure in Accordance With the Provisions of this Agreement" (Liste complète des autres entités passant des marchés conformément aux dispositions du présent accord):

¹ L'article XXIV:6 a) dispose ce qui suit: "S'ils sont de pure forme ou mineurs, les rectifications, transferts ou autres modifications prendront effet à la condition qu'aucune objection n'ait été faite dans un délai de 30 jours. Dans les autres cas, le Président du Comité convoquera le Comité dans les moindres délais. Le Comité examinera la proposition et toute demande d'ajustements compensatoires, afin de préserver l'équilibre des droits et des obligations et de maintenir le champ d'application mutuellement convenu du présent accord à un niveau comparable à son niveau antérieur à la notification. S'il n'est pas possible d'arriver à un accord, la question pourra être traitée ensuite selon les dispositions de l'article XXII."

L'article XXIV:6 b) dispose ce qui suit: "Dans les cas où une Partie souhaite, dans l'exercice de ses droits, retirer une entité de l'Appendice I au motif que le contrôle ou l'influence que le gouvernement exerce sur cette entité a été éliminé de manière effective, cette Partie en informera le Comité. Cette modification prendra effet le jour qui suivra la fin de la réunion suivante du Comité, à la condition que cette réunion ait lieu 30 jours au plus tôt à compter de la date de la notification et qu'aucune objection n'y ait été faite. En cas d'objection, la question pourra être traitée ensuite selon les procédures relatives aux consultations et au règlement des différends énoncées à l'article XXII. Lors de l'examen de la modification projetée de l'Appendice I ainsi que de tout ajustement compensatoire qui pourrait en résulter, il sera tenu compte des effets d'ouverture du marché résultant de l'élimination du contrôle ou de l'influence exercée par le gouvernement."

- 1) Supprimer "Housing & Commercial Bank" (H&CB):
 - a) Conformément à l'article XXIV:6 a) de l'Accord sur les marchés publics, la République de Corée souhaite notifier au Comité des marchés publics la modification relative à l'annexe 3 de l'Appendice I dudit accord susmentionnée.
 - b) Cette modification se justifie par le fait que la H&CB a fusionné, le 1^{er} novembre 2001, avec la Kookmin Bank, déjà incluse dans la liste figurant à l'annexe 3 de l'Appendice I de l'AMP.
 - c) De ce fait, le gouvernement de la Corée considère que ce changement est sans conséquence en ce qui concerne le champ d'application mutuellement convenu de l'AMP.
 - d) L'annexe C² présente une récapitulation des modifications à l'annexe 3 de l'Appendice I proposées par la Corée. L'annexe D² reproduit l'annexe 3 de l'Appendice I telle qu'elle se présenterait une fois apportées les modifications proposées.
- 2) Supprimer "Korea Tobacco & Ginseng Corporation" (KT&G):
 - a) Conformément à l'article XXIV:6 b) de l'Accord sur les marchés publics, la République de Corée souhaite notifier au Comité des marchés publics la modification relative à l'annexe 3 de l'Appendice I dudit accord susmentionnée.
 - b) Cette modification se justifie par le fait que la Korea Tobacco & Ginseng Corporation (ci-après dénommée KT&G) a été privatisée, l'État ayant vendu en octobre 2002 les dernières parts qu'il détenait dans cette société. KT&G a annoncé l'achèvement du processus de privatisation lors d'une assemblée générale des actionnaires tenue le 27 décembre 2002.
 - c) Il convient de noter que KT&G est à présent une société privée conformément au droit commercial coréen. L'État coréen ne dispose d'aucun moyen juridique d'influer sur les décisions de KT&G en ce qui concerne la passation de marchés. Il convient donc de retirer le nom de cette société à l'annexe 3 de l'Appendice I de l'AMP.
 - d) L'annexe A fournit de plus amples renseignements concernant la privatisation de KT&G. L'annexe C présente une récapitulation des modifications de l'annexe 3 de l'Appendice I proposées par la Corée. L'annexe D reproduit l'annexe 3 de l'Appendice I telle qu'elle se présenterait une fois apportées les modifications proposées.
- 3) Supprimer "Daehan Printing and Publishing Co. Ltd.":
 - a) Conformément à l'article XXIV:6 de l'Accord sur les marchés publics, le gouvernement de la Corée souhaite notifier au Comité des marchés publics la modification relative à l'annexe 3 de l'Appendice I dudit accord susmentionnée.

² Les annexes C et D sont en anglais seulement.

- b) La société National Textbook Ltd., qui avait été incluse en 1996 dans la liste figurant à l'annexe 3 de l'Appendice I, a été achetée le 3 mai 1999 par la société Daehan Printing and Publishing Co. Ltd.
- c) Daehan Printing and Publishing Co. Ltd. a été constituée comme une société privée en 1948. L'État n'a aucune influence sur ses décisions en ce qui concerne sa gestion, y compris celles qui ont trait à la passation de marchés.
- d) L'annexe B fournit de plus amples renseignements concernant la privatisation de la société Daehan Printing and Publishing Co. Ltd.. L'annexe C présente une récapitulation des modifications de l'annexe 3 de l'Appendice I proposées par la Corée. L'annexe D reproduit l'annexe 3 de l'Appendice I telle qu'elle se présenterait une fois apportées les modifications proposées.

ANNEXE A

KOREA TOBACCO & GINSENG CORPORATION (KT&G)

1. Introduction

Dans le cadre de son plan de privatisation des entreprises publiques, l'État coréen a entrepris de convertir la Korea Tobacco & Ginseng Corporation (ci-après dénommée KT&G), une entreprise à capitaux publics, en une société privée. L'État a commencé à vendre ses parts de KT&G en septembre 1999, et a vendu en octobre 2002 toutes celles qu'il détenait encore dans cette société.

En tant qu'entreprise à capitaux publics, KT&G était soumise à la fois à la "Loi sur le commerce" et à la "Loi sur l'amélioration de la gestion d'entreprise et sur la privatisation des entreprises publiques (ci-après dénommée Loi de privatisation)". Or, avec la vente de toutes les parts que l'État détenait encore, KT&G est devenue une société entièrement privée à laquelle la Loi de privatisation n'est plus applicable et qui est soumise uniquement à la Loi sur le commerce comme les autres entités privées.

En tant que telle, KT&G, société entièrement privée du point de vue juridique comme du point de vue pratique, passe des marchés en tenant compte uniquement de considérations commerciales. Il est donc raisonnable de biffer son nom dans la liste des concessions au titre de l'Accord sur les marchés publics de l'OMC.

2. Composition actuelle de l'actionnariat

Le tableau 1 indique la composition de l'actionnariat de KT&G au 21 novembre 2002. Comme on le voit, l'État coréen ne détient plus aucune participation dans KT&G.

Tableau 1
Répartition des actionnaires actuels (pourcentage)

(%)	État	Obligations échangeables émises à l'étranger	Actionnaires nationaux	Actionnaires étrangers	Bons du Trésor, etc.*	Total
Parts	0	19 510 480	51 166 784	48 808 030	61 957 203	181 442 497
%	0,0	10,7	28,2	26,9	34,2	100,0

* Y compris les obligations échangeables accessibles aussi bien aux acheteurs nationaux (15,2 pour cent) qu'aux acheteurs étrangers (8,4 pour cent).

3. Situation juridique actuelle

Tant que sa privatisation n'était pas terminée, KT&G était soumise à la Loi de privatisation. Depuis l'achèvement du processus, elle peut être exclue du champ d'application de la Loi conformément aux dispositions de l'article 21 de celle-ci.

Par conséquent, KT&G n'est plus soumise aux lois et règlements visant les entités à capitaux privés. Les droits et obligations juridiques de KT&G sont maintenant en tous points identiques à ceux des autres sociétés privées. KT&G est à présent, à l'instar de toute autre entreprise privée, uniquement

soumise à la Loi sur le commerce. Ainsi, l'État coréen n'a plus aucun contrôle sur les décisions concernant la gestion de KT&G, y compris celles qui ont trait à la passation de marchés.

4. Indépendance de la gestion et restrictions juridiques

En vertu de la Loi de privatisation d'octobre 1997, l'État coréen a fait en sorte que KT&G soit indépendante à tous égards, y compris en ce qui concerne la gestion des ressources humaines et les questions financières, malgré le fait que les pouvoirs publics détenaient encore un nombre substantiel de parts de KT&G. La vente récente de ces parts, et l'exclusion de KT&G du champ d'application de la Loi de privatisation qui en est résultée, signifient que l'État n'a plus aucun moyen d'intervenir dans les décisions concernant la gestion de KT&G, en particulier celles qui ont trait à la passation de marchés, et qu'il n'est plus juridiquement fondé à le faire.

Ainsi, KT&G est à présent une société entièrement privée tant du point de vue juridique que pratique et est donc habilitée à passer des marchés en tenant compte uniquement de considérations commerciales. Par conséquent, compte tenu de tous ces facteurs, la Corée souhaiterait que KT&G soit retirée de l'annexe 3 de l'Appendice I de l'AMP.

ANNEXE B

DAEHAN PRINTING AND PUBLISHING CO. LTD.

1. Introduction

Dans le cadre de son plan de privatisation des entreprises publiques, l'État coréen a entrepris de convertir la société National Textbook Ltd., une entreprise à capitaux publics, en une société privée. L'État coréen et la Korea Development Bank ont commencé à vendre leurs parts, s'établissant à 40 pour cent et 46,5 pour cent, respectivement, à compter du 10 décembre 1998 et du 26 décembre 1998. Toutefois, lorsque l'État a eu vendu la totalité de ses parts, la société National Textbook Ltd. a été achetée par la société Daehan Printing and Publishing Co. Ltd. (ci-après dénommée Daehan). La société National Textbook Ltd. a alors cessé d'exister juridiquement.

Daehan a été constituée comme une société privée en 1948. L'État coréen a assuré son indépendance à tous égards, y compris en ce qui concerne la gestion des ressources humaines et les affaires financières. De ce fait, Daehan est une société entièrement privée tant du point de vue juridique que du point de vue pratique, qui passe des marchés en tenant compte uniquement de considérations commerciales. En conséquence, la Corée souhaite retirer Daehan de sa liste de concessions au titre de l'Accord sur les marchés publics de l'OMC.

2. Composition actuelle de l'actionnariat

Le tableau 1 indique la composition de l'actionnariat de Daehan en décembre 2002. Comme on le voit, l'État coréen ou les institutions publiques ne détiennent plus aucune participation dans Daehan. La société est détenue exclusivement par des actionnaires privées.

Tableau 1
Répartition des actionnaires actuels (pourcentage)

État et organismes publics	Maisons de titres	Autres actionnaires nationaux	Parts étrangères	Total
0,0	0,0	100,0	0,0	100,0

3. Situation juridique actuelle

Le fait que Daehan soit une société entièrement privée signifie qu'elle n'est soumise à aucune loi ou réglementation visant les entreprises à capitaux publics et les entreprises publiques. Ses droits et obligations juridiques sont maintenant en tous points identiques à ceux des autres sociétés privées. Daehan est à présent, à l'instar de toute autre entreprise privée, uniquement soumise à la Loi sur le commerce. Ainsi, l'État coréen n'a plus aucun contrôle sur les décisions concernant la gestion de Daehan.

APPENDIX I	KOREA	ANNEX 3	Page 1/2
------------	-------	---------	----------

ATTACHMENT C

KOREA

(Authentic in the English language only)

ANNEX 3

*All Other Entities which Procure in Accordance
With the Provisions of this Agreement*

Supplies

Threshold: 450,000 SDR

List of Entities:

- Korea Development Bank
- Industrial Bank of Korea
- Kookmin Bank
- ~~—— Housing and Commercial Bank (H&CB)~~
- ~~—— Korea Tobacco & Ginseng Corporation~~
- Korea Minting and Security Printing Corporation
- Korea Electric Power Corporation (except purchases of products in the categories of HS Nos. 8504, 8535, 8537 and 8544)
- Korea Coal Corporation
- Korea Resources Corporation
- Korea National Oil Corporation
- Korea General Chemical Corporation
- Korea Trade-Investment Promotion Agency
- Korea Highway Corporation
- Korea National Housing Corporation
- Korea Water Resources Corporation
- Korea Land Corporation
- Korea Agriculture and Rural Infrastructure Corporation
- Agricultural and Fishery Marketing Corporation
- ~~—— Korea Telecom (except purchases of common telecommunications commodity products and telecommunications network equipment)³~~
- Korea National Tourism Organization
- ~~—— Daehan Printing and Publishing Co. Ltd.~~
- Korea Labor Welfare Corporation
- Korea Gas Corporation

Construction Services

Threshold: 15,000,000 SDR

List of Entities which Procure Services Specified in Annex 5:

Same as "Supplies" section

³ Notified in GPA/W/207, dated 11 September 2002.

APPENDIX I	KOREA	ANNEX 3	Page 2/2
------------	-------	---------	----------

Notes to Annex 3

1. This Agreement does not apply to the products and services procured with a view to resale or to use in the production of goods or provision of services for sale.
2. This Agreement does not apply to the single tendering procurement including set-asides for small- and medium-sized businesses according to the Government Invested Enterprise Management Law and Accounting Regulations on Government Invested Enterprise.
3. This Agreement does not apply to the procurement of satellites according to the Aviation and Space Industry Development Promotion Law for five years from its entry into force for Korea.

ATTACHMENT D

KOREA

(Authentic in the English language only)

ANNEX 3

*All Other Entities which Procure in Accordance
With the Provisions of this Agreement*

Supplies

Threshold: 450,000 SDR

List of Entities:

- Korea Development Bank
- Industrial Bank of Korea
- Kookmin Bank
- Korea Minting and Security Printing Corporation
- Korea Electric Power Corporation (except purchases of products in the categories of HS Nos. 8504, 8535, 8537 and 8544)
- Korea Coal Corporation
- Korea Resources Corporation
- Korea National Oil Corporation
- Korea General Chemical Corporation
- Korea Trade-Investment Promotion Agency
- Korea Highway Corporation
- Korea National Housing Corporation
- Korea Water Resources Corporation
- Korea Land Corporation
- Korea Agriculture and Rural Infrastructure Corporation
- Agricultural and Fishery Marketing Corporation
- Korea Telecom (except purchases of common telecommunications commodity products and telecommunications network equipment)
- Korea National Tourism Organization
- Korea Labor Welfare Corporation
- Korea Gas Corporation

Construction Services

Threshold: 15,000,000 SDR

List of Entities which Procure Services Specified in Annex 5:

Same as "Supplies" section

Notes to Annex 3

1. This Agreement does not apply to the products and services procured with a view to resale or to use in the production of goods or provision of services for sale.
2. This Agreement does not apply to the single tendering procurement including set-asides for small- and medium-sized businesses according to the Government Invested Enterprise Management Law and Accounting Regulations on Government Invested Enterprise.
3. This Agreement does not apply to the procurement of satellites according to the Aviation and Space Industry Development Promotion Law for five years from its entry into force for Korea.
